

Mandel, Ernest, *Europe vs America : Contradictions of Imperialism*, New York, Monthly Review Press, 1970, 160 p.

André P. Donneur

Volume 2, numéro 3, 1971

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/700128ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/700128ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Donneur, A. P. (1971). Compte rendu de [Mandel, Ernest, *Europe vs America : Contradictions of Imperialism*, New York, Monthly Review Press, 1970, 160 p.] *Études internationales*, 2(3), 491–493. <https://doi.org/10.7202/700128ar>

tenons ceux de Dudley Seers, James O'Connor et surtout de Paul Baran qui, déjà, au début des années 1950, voyait clairement la situation ambiguë des classes moyennes autochtones des pays du Tiers monde. Il a fallu quinze ans pour que cette méfiance — pourtant si justifiée — à l'égard de ce secteur social soit partagée par un groupe important de sociologues et politologues non marxistes, surtout en Amérique latine. Les études de cas d'Alavi et de Khusro sur le Pakistan, de Reno et Ehrensaft sur les pays des Antilles, de Frank sur le Brésil, sont remplies de détails utiles, nous expliquent, sans slogans et avec beaucoup de précision, les rouages d'un système qui tend à perpétuer des relations de dépendance entre les nations.

En somme, malgré le manque d'intégration mentionné ci-dessus, il s'agit d'un volume qui peut rendre service, à moins d'être abonné aux principales revues de gauche dont *Monthly Review*, car la plupart des articles y sont déjà parus.

Jean CARRIÈRE

*Science politique,*  
*Université d'Ottawa.*

MANDEL, Ernest, *Europe vs America : Contradictions of Imperialism*, New York, Monthly Review Press, 1970, 160p.

Ernest Mandel s'est acquis une solide réputation d'économiste, en publiant au début des années soixante son *Traité d'économie marxiste*. Tournant délibérément le dos aux exégètes d'un pseudo-marxisme ossifié, Ernest Mandel analysait méthodiquement les données de l'économie d'aujourd'hui. Comme pour Karl Marx à son époque, les sources de Mandel étaient les recueils de statistiques officielles, les rapports économiques émanant d'organisations internationales et d'administrations gouvernementales, de chambres de commerce et autres organismes patronaux, des organisations syndicales, ainsi que les ouvrages et les articles des principaux économistes de notre temps. Bien entendu, à une époque où l'économie des États-Unis est dominante, Mandel faisait très largement usage de sources américaines.

Dans *Europe vs America*, édition révisée d'un ouvrage publié originellement en allemand en 1968, Mandel s'attache à étudier « les cau-

ses du déclin relatif de l'hégémonie des États-Unis » (p. 5). C'est dire d'emblée qu'il ne partage pas les vues d'un Servan-Schreiber sur l'écrasante supériorité croissante de l'économie américaine. La crise récente du dollar, poussée de fièvre d'une maladie endémique depuis une dizaine d'années et qui va s'aggravant, témoigne de l'intérêt des analyses de l'économiste plutôt que des conclusions hâtives du politicien.

Déjà dans le *Traité d'économie marxiste*, Mandel avait consacré un chapitre à l'impérialisme économique en général. *Europe vs America* prolonge et approfondit à la fois cette analyse. Dans un premier chapitre, l'auteur brosse à grands traits l'évolution des rapports économiques entre l'Europe et les États-Unis. Après la guerre civile, les États-Unis ont pu rapidement rattraper leur retard industriel sur l'Angleterre, puissance impérialiste dominante à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle : dès 1913, ils produisent 40% de l'acier mondial, soit plus que la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne réunies et dépassent la production de l'ensemble de l'Europe en 1927. En 1945, après l'effondrement ou l'épuisement de l'Allemagne, de l'Angleterre, de la France, de l'Italie ou du Japon, les États-Unis ont une supériorité écrasante. Mais ils seront incapables de consolider cette « supériorité absolue », pour trois raisons, selon Mandel : le retrait de la Russie du « système impérialiste mondial » en 1917, les mouvements révolutionnaires de libération dans le Tiers monde provoqués par « le déclin des anciens empires coloniaux durant la Seconde Guerre mondiale » (p. 10), la restauration par les États-Unis eux-mêmes de la puissance économique de l'Europe occidentale et du Japon « de peur que ces pays ne désertent le camp capitaliste » (p. 11). Cependant, cette restauration de la puissance économique de l'Europe et du Japon par les États-Unis n'est pas seulement une conséquence directe de la guerre froide, mais aussi « le résultat de nécessités économiques inhérentes au capitalisme américain » (p. 11). En effet, les oligopoles, qui dominent l'économie américaine, ont concentré, entre leurs mains, depuis la Seconde Guerre mondiale, un surplus croissant de capital. Ces grandes compagnies n'avaient pas intérêt à réinvestir la majeure partie de ces capitaux dans l'économie américaine, où le taux de profit avait baissé, ni dans les pays du Tiers monde où les marchés sont trop limités et l'amortissement des investissements insuffisamment ga-

rantis socialement et politiquement. C'est la raison pour laquelle ces compagnies ont exporté massivement leurs capitaux en Europe occidentale, au Canada et au Japon, et ont infusé avec eux la technologie et le savoir-faire (*know-how*) américains. D'où une expansion plus rapide des économies européenne et japonaise que l'économie américaine dans les années soixante. Naturellement, les États-Unis gardent une supériorité relative très nette sur l'Europe occidentale, mais la perte de leur supériorité absolue permet, selon Mandel, de comprendre l'évolution dialectique des relations entre les deux sous-continent.

La nature fondamentale des « contradictions de l'impérialisme » étant posées, Mandel entre ensuite dans le détail. En trois chapitres, il décrit les différentes formes de la « concentration internationale du capital », explique « la relative supériorité des firmes américaines » dues à leur taille (« avant tout le montant de leur capital », p. 30) et à leur avance technologique et analyse l'« interpénétration du capital dans la Communauté économique européenne ». Il étudie aussi le problème de l'entrée européenne de la Grande-Bretagne dans le Marché commun, la division du marché mondial et la crise monétaire internationale.

Mandel s'interroge également sur le rôle de l'État national. Reprenant l'argumentation avancée dans le *Traité d'économie marxiste* sur le rôle croissant de l'État comme « garantisseur direct des profits des secteurs monopolistiques et oligopolistiques » (p. 57), Mandel explique l'opposition entre supranationalistes à la *Servan-Schreiber* et nationalistes à la *de Gaulle* comme une lutte entre ceux qui considèrent que les États nationaux peuvent encore jouer ce rôle de garant et ceux qui, à l'heure des grandes compagnies trans- ou multinationales, estiment que seul un État fédéral européen, en germe dans les autorités supranationales, peut l'assumer. À long terme, une récession générale sera le test décisif de choix entre l'État national et l'État fédéral : ou l'interpénétration du capital sera telle que les tenants de l'État fédéral imposeront aux gouvernements nationaux de céder aux autorités supranationales le soin de prendre les mesures de protection de l'industrie, ou bien les pressions des milieux économiques liés aux États nationaux amèneront des mesures protectionnistes nationales qui briseront la Communauté. Mandel a d'ailleurs beau jeu de mentionner à ce propos les

mesures de protections prises par différents États-membres devant des récessions limitées à des branches d'industries particulières ou à des difficultés de balances de paiements.

Finalement, l'auteur s'interroge sur la situation des travailleurs dans cette « compétition interimpérialiste ». Il est frappé par la faiblesse des syndicats ouvriers dans la Communauté économique européenne. Alors que les grandes entreprises et les associations patronales sont unies et savent influencer la Commission européenne, les syndicats sont divisés idéologiquement en organisations rivales. De plus, les syndicats affiliés à la même confédération syndicale mondiale, par exemple la Confédération internationale des syndicats libres, n'ont pas une stratégie européenne. Les syndicats reflètent la mentalité des masses ouvrières très attachées aux États nationaux, même racistes dans « les couches les plus démoralisées et arriérées » (p. 124), pour toutes sortes de raisons qui tiennent avant tout de leurs conditions de vie qui les confinent dans un univers fort limité. Les travailleurs acquerront une mentalité internationaliste par la pratique. Or notre auteur est frappé, par exemple, qu'aucune action (grève, manifestation...), n'ait été menée par les syndicats à l'échelle européenne, alors que les paysans de la Communauté ont manifesté ensemble contre la Commission.

Mandel propose, dans le dernier chapitre de son livre, « un choix socialiste ». Le mouvement ouvrier ne doit pas s'enfermer dans l'alternative d'opter pour le contrôle de l'économie européenne par des dirigeants d'entreprise soit américains, soit européens, ou encore par un politbureau tout-puissant. Il doit, au contraire lutter pour « les États-Unis socialistes d'Europe », dans lequel l'économie, à tous les niveaux, sera contrée démocratiquement par les travailleurs.

L'ouvrage de Mandel a le mérite de sortir des sentiers battus, notamment des idées reçues *servan-schreibériennes*. Le fait que son auteur ne dissimule pas ses valeurs et, notamment, propose une stratégie correspondant à son orientation ne devrait pas faire rejeter en bloc cet ouvrage par des économistes d'écoles plus traditionnelles. La science ne saurait avoir de frontière idéologique ! Cela dit, le livre de Mandel aurait mérité d'être plus étoffé. Il laisse de côté certains aspects importants du sujet ou, du moins, passe trop rapidement dessus. Ainsi il fait plusieurs fois allusion à l'URSS,

mais on ne sait pas finalement quelle est, pour lui, la nature de cet État, « sorti du système impérialiste » mais gouverné par « un politbureau omniscient », donc ne correspondant manifestement pas à sa conception du socialisme. Mais peut-être demandons-nous trop à un livre qui se veut avant tout d'actualité et qui, de l'aveu de l'auteur, ne saurait être complet ?

André P. DONNEUR

*Science politique,*  
*Université du Québec à Montréal.*

ZOLTIVANY, Yves F. (ed.), *The French Tradition in America (Documentary History of the United States*, edited by Richard B. Morris), University of South Carolina Press, Columbia, South Carolina, 1969, XI-234p.

Les collections de textes historiques ne seront jamais trop nombreuses pour les élèves du collège et de l'université et ce n'est pas aux Américains qu'on pourra en remonter sur ce point. On connaît leurs éditions sur l'histoire des États-Unis et sur l'histoire de l'Europe. Il y avait peut-être moins de textes sur l'histoire du Canada. C'est sans doute cette lacune que les Presses de l'Université de la Caroline du Sud ont voulu combler dans leur série : *Histoire documentaire des États-Unis*. Richard B. Morris, qui dirige la collection, a chargé Yves F. Zoltivany d'en préparer l'édition. Les six chapitres répartissent la matière selon la périodisation classique en histoire du Canada. À cela près que Y. Zoltivany a ajouté un chapitre qui couvre la période 1763-1810. Pourquoi a-t-il débordé la date habituelle de la Conquête ? On peut remarquer que le titre n'est pas celui qu'on aurait attendu : « le Régime français », mais bien *The French Tradition in America*. Les derniers paragraphes de l'introduction (p. 31-32) indiquent d'ailleurs que l'auteur voit les vrais changements socio-économiques s'opérer dans la première décennie du XIX<sup>e</sup> siècle en même temps que l'avènement des premiers leaders nationaux. Au reste, l'auteur présente une bonne synthèse de ces deux siècles d'histoire, discutant avec maîtrise les différentes interprétations des historiens. Ces trente pages

d'introduction donneront un bon fil conducteur à l'étudiant américain dans sa première rencontre avec l'histoire du Canada français.

Les textes comprennent, d'autre part, des pièces bien choisies sur la vie politique, sociale, économique et religieuse. On y trouve des morceaux classiques, comme certains articles de la capitulation de Montréal et les articles du traité de Paris. Chaque groupe de textes est précédé d'un commentaire original de l'auteur avec des dates et des renseignements précis ainsi que quelques titres d'articles ou de livres à lire, si l'on veut approfondir davantage la question. La plupart de ces textes sont extraits des grands recueils anglo-américains connus des érudits. Les autres textes sont traduits par l'éditeur.

On fera remarquer cependant que l'histoire culturelle est absente et que les textes choisis sont trop souvent « institutionnels », indiquant les intentions et les volontés des uns et des autres beaucoup plus que la réalité elle-même. Certes la capitulation de Montréal et le traité de Paris sont des événements très importants dans la vie politique canadienne, mais on aurait préféré un contrat d'apprentissage à la place de la Réglementation des métiers. Il est intéressant de savoir que l'Évêque défendait la danse, mais un bon témoignage sur la façon dont les Canadiens s'amusaient compléterait le tableau. Le récit de la bataille de Québec vue par Montcalm et Vaudreuil offre beaucoup moins d'intérêt que des pages de journal du curé, qui note au jour le jour, les misères de la ville pendant le siège.

Ces quelques remarques ne sauraient faire oublier que le livre de M. Zoltivany est bien fait, bien présenté et qu'il rendra service aux étudiants.

Claude GALARNEAU

*Histoire,*  
*Université Laval.*

LES CAHIERS DE L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC, *Fédéralisme et nations*, Les Presses de l'Université du Québec, 1971, 290p.

Au Canada et plus particulièrement au Canada de langue française, les études sérieuses sur le fédéralisme sont plutôt récentes, car